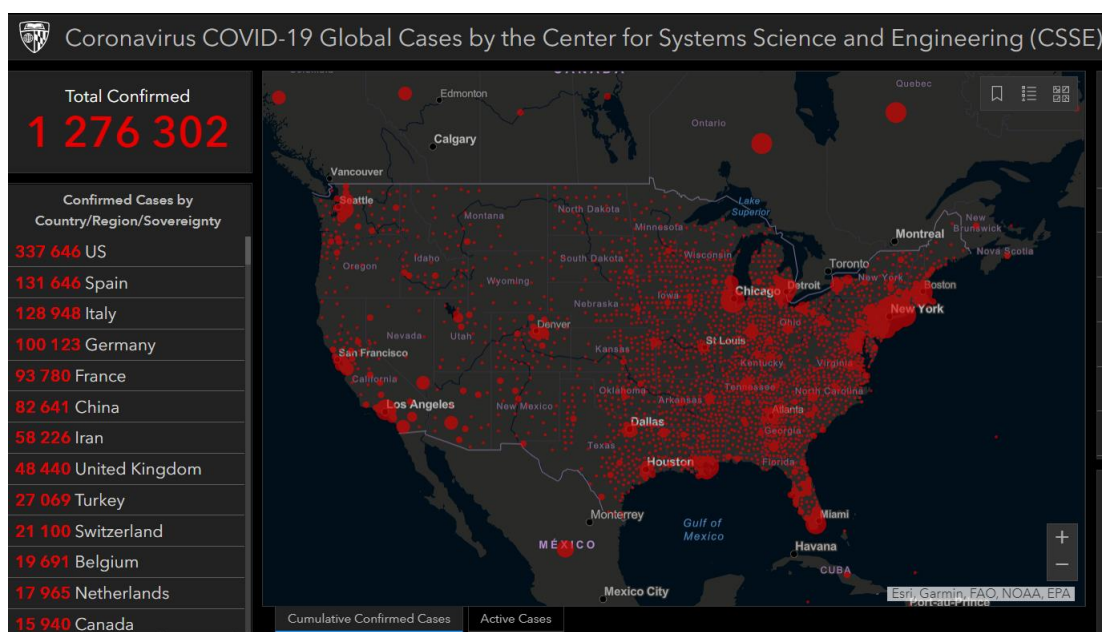


Le coronavirus aux États-Unis : sécurité ou solidarité, l'heure du choix ?

Auteur : Hugo Billard

Professeur de géopolitique en classes préparatoires (Lycée Saint-Michel-de-Picpus, Paris)

Le samedi 28 mars 2020, un bébé est mort des effets du Covid-19 dans la banlieue de Chicago. Si rien n'est encore su des causes multiples de la mort de cet enfant, il a sidéré pendant plusieurs heures les médias mondiaux, pourtant saturés de catastrophes liées au coronavirus. Pourquoi ? D'abord parce qu'est trop répandue l'idée que la maladie ne touche que les insuffisants respiratoires, les personnes âgées, puis les gens de plus de 50 ans. Ensuite parce que le Covid-19 semble muter : l'on a parlé d'une souche chinoise, puis d'une souche italienne pour expliquer pourquoi les anciens étaient surtout touchés, mais les cas se multiplient de jeunes gens touchés. Une enquête du *New York Times* montre que 40% des 20-54 ans aux États-Unis devraient être touchés par la pandémie. La sidération tient en partie de cette extension du domaine de la maladie.



(capture d'écran 06 avril 2020 – John-Hopkins University)

De l'usage de la raison en pleine tempête

Comment expliquer cette sidération ? Nous expliquons avec nos évidences du moment ce qui est difficilement explicable par la raison. Comme l'expliquait Agecanonix dans *Astérix aux Jeux Olympiques* : « le terrain était lourd, les sangliers avaient mal mangé », mais certainement pas « nous ne savons pas (encore) pourquoi ». Le principe d'incertitude est pourtant au cœur de tout grand phénomène historique : toute reconstruction rationnelle vient après. Or notre fonctionnement politique et médiatique est construit autour d'un récit rationnel de mise à distance et de contrôle. Un récit du principe de certitude. Rarement de transparence ou d'usage rationnel du « nous ne savons pas » ou, mieux, du « nous ne savons pas encore ».

De ce principe de certitude, le président américain Trump est le grand-prêtre. Après avoir nié l'existence de l'épidémie, puis nié la pandémie, nié qu'elle puisse entrer aux États-Unis, nié qu'elle se soit installée, l'avoir qualifié de « virus chinois », nié que le gouvernement fédéral n'ait rien fait pour la limiter, attaqué les gouverneurs démocrates qui prenaient des dispositions de confinement, insulté puis loué le gouverneur de New York, il a envoyé des navires militaires prêter main-forte aux hôpitaux. Il se présentera bientôt comme le plus grand rempart que les États-Unis aient eu contre le Covid-19. Entre-temps, le pays est devenu un des principaux foyers épidémiques mondiaux. En quelques semaines, la centaine de milliers de cas recensés aux États-Unis a dépassé la Chine et frôle les chiffres du

continent européen. La carte des cas recensés est une carte affolante de l'urbanisation du pays.

Sécurité ou solidarité ?

Trois questions très différentes se posent à la lecture et à l'écoute de cette expansion : qui décide ? qui finance les soins ? qui est crédible pour agir ?

Les Américains bénéficient d'une multiplicité de systèmes de santé, mais globalement de trois moyens de se soigner : un système privé souvent lié à leur contrat de travail, un système fédéral d'aide aux plus de 65 ans (Medicare), et un système d'aide médicale aux pauvres et cofinancé par l'État fédéral et les États fédérés (Medicaid). Medicare et Medicaid sont nés en 1965 d'une loi fédérale du président Johnson, le Security Social Act. Mais nous sommes bien loin d'une sécurité sociale à la française, même s'il grève plus de 20% du budget fédéral. Environ 180 millions d'Américains sont en partie protégés par Medicare, Medicaid et différents systèmes fédéraux datant du New Deal de Roosevelt. Mais ce système complexe ne garantit qu'une partie de l'accès aux soins et à son financement. Dans les faits, aujourd'hui, près de 250 millions d'Américains devront mettre de leur poche pour être soignés contre le coronavirus. Le système de santé, ciblé par beaucoup comme le principal problème social du pays, a été en partie remanié en 2015 par un Barack Obama pourtant coincé par un Congrès républicain très hostile à son idée d'une garantie fédérale pour la santé. La charpie qui restait de cet ObamaCare a été détruite par Trump lors de son arrivée au pouvoir.

Le 27 mars 2020, les économistes Roman Frydman et Edmund Phelps ont lancé un appel, relayé par *Le Monde*, contre la fragmentation des réponses économiques et politiques à la crise sanitaire, et plaidé pour la création d'un système d'assurance systémique qui force toute l'économie à un effort de lutte contre la pandémie. La réponse de l'État fédéral est un plan de 2000 milliards de dollars en soutien à l'économie, sans obligation pour les entreprises soutenues d'agir contre la pandémie à leur niveau. L'image donnée est catastrophique : plutôt qu'un plan de soutien aux systèmes de santé, Washington choisit le maintien des seuls emplois futurs sans réciprocité. Mais que peut faire une entreprise dont les clients sont tous morts ? Comme en Chine, comme en Europe, comme en Russie, comme bientôt en Afrique, les sociétés manquent de masques, de respirateurs, de médecins. Comme ailleurs sur la planète, l'exécutif agite le mot « nationalisation » pour à la fois inciter les entreprises à agir socialement mais aussi les protéger contre d'éventuels prédateurs financiers.

Réforme ou révolution ?

Et dans les faits, qui agit ? Comme ailleurs, toutes les échelles sont mises à contribution. L'opposition traditionnelle entre l'État fédéral et les États fédérés est-elle une cause ou une conséquence des difficultés que rencontre le pays pour agir ? La réaction brouillonne de l'État fédéral vient d'une réalité : l'essentiel du rôle en matière de santé publique revient aux États fédérés, et non à Washington. Trump a trouvé dans ce déséquilibre institutionnel l'occasion d'attaquer ses adversaires, au risque de ne pas être vu comme *commander-in-chief*, et surtout de ne pas bénéficier de l'adhésion populaire pour imposer, plus tard, une réponse fédérale plus forte. À mesure que la pandémie se répand, le discours médiatico-démagogique du 45^e président des États-Unis semble d'ailleurs de moins en moins supporté par ses propres partisans qui se divisent et se radicalisent.

L'avenir dira les effets politiques de cette position initiale d'un président qui semblait se satisfaire de son Aventin. Au Brésil, le président Jair Bolsonaro a nié la gravité de la pandémie. À Washington, le président Trump a nié avoir vraiment besoin d'agir contre elle. Les effets sont les mêmes : les opinions publiques, autrefois sensibles à la démagogie médiatique face à l'apparente incurie des hommes politiques traditionnels, se détournent de ceux qu'ils ont élus contre ces élites traditionnelles. Mais par qui les remplaceront-ils ? Après la réponse sanitaire, le règlement de la crise se fera au mieux dans les urnes, au pire dans la rue.